

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 MARS 1919.

Projet de loi tendant à combattre l'alcoolisme.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le Gouvernement a l'honneur de saisir la législature, d'après les ordres du Roi, de deux séries de mesures destinées à combattre l'alcoolisme.

L'une est d'ordre fiscal. Elle est conforme à une longue tradition et aussi aux procédés en usage en maints autres pays. C'est le relèvement des droits d'accise et de douane sur l'alcool et les boissons spiritueuses.

L'autre, qui innove, marque une première étape dans la voie de la prohibition de la consommation de l'alcool. Elle tend, en effet, à rendre immédiatement effective, dans une large mesure, l'interdiction dont l'arrêté-loi du 15 novembre dernier a proclamé le principe. A cette fin, le projet de loi soumis à vos délibérations interdit la vente de l'alcool dans tous les débits de boissons. Ce projet interdit en outre l'ouverture de nouveaux débits de boissons fermentées. Le cabaret est le grand pourvoyeur de l'alcoolisme et nulle mesure, si son application est strictement poursuivie, n'aura des résultats plus immédiats et plus efficaces.

La consommation des boissons fermentées atteignait avant la guerre des proportions tout à fait excessives. La guerre a réduit cette consommation. Il s'agit de ne pas perdre le terrain acquis. On a calculé que tandis que la consommation contrôlée de l'alcool était en Belgique, à la veille de la guerre, de 5 litres et demi par tête d'habitant, celle de la bière atteignait 225 litres !

La consommation des boissons fermentées entraînait une dépense annuelle de plus de 580 millions de francs, bien supérieure à celle de tout autre pays. Elle dépassait de 50 p. c. celle du pays où, après la Belgique, la consommation est la plus forte. On peut dire qu'en fait, l'ouvrier belge travaillait plus de deux mois sur douze pour payer sa boisson.

Du point de vue social, cet état de choses était intolérable. Il faut qu'on n'y puisse plus revenir.

Mais nous voulons agir avec prudence et mesure. Il convient en effet, de ne pas froisser gravement certains intérêts et de ne pas heurter trop vivement des habitudes anciennes. Le projet ne se montre donc rigoureux que pour l'avenir.

La plupart de ses dispositions n'exigent aucun commentaire; quelques-unes seulement appellent des explications.

L'interdiction, pour les débitants, de détenir des boissons spiritueuses (art. 2) n'est pas une idée nouvelle; un de mes honorables prédécesseurs, M. Liebaert, avait déjà préconisé cette mesure, pour les débitants exempts du droit de licence, dans l'article 9 du projet de loi présenté le 14 janvier 1908 (n° 92. Session 1907-1908).

C'est aussi d'une disposition du projet de M. Liebaert que s'inspire l'article 5 du projet actuel, qui définit les boissons spiritueuses.

L'article 4, § 1^{er}, interdit l'ouverture de nouveaux débits à partir du 21 mars 1919, lendemain de la date du dépôt du projet. Si l'interdiction ne devait produire ses effets qu'après la publication de la loi, on risquerait de provoquer, dans l'intervalle, l'ouverture de nouveaux débits, ce qui irait directement à l'encontre du but poursuivi. Toutefois, pour éviter les conséquences trop rigoureuses que pourrait avoir cette disposition, l'Administration ne considérera pas comme nouveaux débits ceux pour lesquels il sera dûment justifié, qu'avant le 21 mars 1919, ils avaient fait l'objet soit d'un contrat de reprise très prochaine, soit d'une demande d'ouverture aux autorités compétentes.

Le § 2 de l'article 4 consacre les situations acquises et règle à la satisfaction des deux parties en cause la question des droits respectifs des commettants et des préposés qu'a fait surgir l'article 21 de la loi du 12 décembre 1912. La rédaction proposée considère comme débitants, les commettants (brasseurs, cercles, etc.) qui se sont fait reconnaître en cette qualité avant le 21 mars 1919; elle considère aussi comme débitants, les préposés de ces commettants mais pour autant seulement qu'ils n'aient pas commencé à exercer postérieurement au 10 décembre 1912.

Aux termes du § 3 dudit article 4, le Gouvernement peut autoriser l'ouverture de nouveaux débits dans des cas exceptionnels, tels que la création de nouvelles agglomérations lors de la mise en exploitation, par exemple, des charbonnages du Limbourg.

L'article 7 consacre le droit de visite, par un seul agent et pendant tout le temps d'ouverture du débit, des locaux où les clients et consommateurs ont accès; par contre, la visite des autres parties de l'établissement et de l'habitation y attenante est subordonnée à des garanties spéciales: autorisation préalable du juge de paix, présence de deux agents et visite pendant le jour.

Les autres dispositions du projet sont relatives aux pénalités et tendent à assurer l'efficacité des mesures proposées.

Le Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.



PROJET DE LOI

tendant à combattre l'alcoolisme.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier
Ministre, Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre
des Finances présentera, en Notre
nom, aux Chambres législatives, le
projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

§ 1. — La consommation, la vente
et l'offre, même à titre gratuit, par
quelque quantité que ce soit, de bois-
sons spiritueuses à consommer sur
place, sont interdites dans tous les
endroits accessibles au public, notam-
ment dans les débits de boissons, hôte-
ls, restaurants, lieux de divertisse-
ments, magasins, échoppes, bateaux,
trains, trams, gares, ateliers ou chan-
tiers, ainsi que sur la voie publique.

§ 2. — Les commercants, autres
que les débitants de boissons à con-
sommer sur place, sont seuls autorisés
à vendre ou à offrir des boissons spi-
ritueuses à consommer en dehors de

ONTWERP VAN WET

ter bestrijding van de geneverplaag.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil!*

Op de voordracht van Onzen Eersten
Minister, Minister van Financiën,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :**

Onze Eerste Minister, Minister van
Financiën zal, in Onzen Naam, bij
de Wetgevende Kamers, het ontwerp
van wet indienen, waarvan de in-
houd volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

§ 1. — Verbruik, verkoop en aan-
bieding, zelfs te kosteloozen titel, bij
eenigerlei hoeveelheid, van sterke
dranken ter plaatse te verbruiken,
worden verboden in alle voor het
publiek toegankelijke plaatsen, name-
lijk in de dranksluiterijen, hotels, spijs-
huizen, plaatsen voor vermaak, maga-
zijnen, kramen, schepen, treinen,
trams, stations, werkhuisen of -plaat-
sen, alsmede op den openbaren weg.

§ 2. — De handelaars, andere dan
de slijters van ter plaatse te verbruiken
dranken, zijn alleen gemachtigd om
buiten hunne inrichting te verbruiken
sterke dranken te verkoopen of aan

leur établissement, pour autant que chaque vente ou livraison comporte au moins deux litres.

§ 3. — L'interdiction établie par le § 2 du présent article n'est pas applicable au pharmacien qui délivre des boissons spiritueuses sur la prescription d'un docteur en médecine.

ART. 2.

Les débitants de boissons à consommer sur place ne peuvent détenir aucune quantité de boissons spiritueuses dans les locaux où sont admis les consommateurs et n'en peuvent détenir plus de quatre litres dans les autres parties de l'établissement, ni dans l'habitation y attenante.

ART. 3.

§ 1^{er}. — On entend par boissons spiritueuses toutes les boissons formées d'alcool de distillation ou contenant de l'alcool de l'espèce, en quelque quantité que ce soit, telles que eaux-de-vie, élixirs, liqueurs, amers, apéritifs et autres produits analogues.

§ 2. — Les produits de la fermentation alcoolique de jus naturels de fruits : vins, cidres et poirés, ainsi que l'hydromel, ne sont pas considérés comme boissons spiritueuses, pour autant qu'ils n'aient pas été additionnés d'alcool de distillation ou que la richesse alcoolique ne dépasse pas 18 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac à la température de quinze degrés centigrades.

ART. 4.

§ 1^{er}. — Il est interdit d'ouvrir un nouveau débit de boissons ferment-

te bieden, voor zooveel elke verkoop of levering ten minste twee liter bedraagt.

§ 3. — Het verbod gevestigd bij § 2 van dit artikel is niet van toepassing op den apotheker die, op voorschrift van een doctor in de geneeskunde, sterke dranken levert.

ART. 2.

De slijters van ter plaatse te verbruiken dranken, mogen hoegenaamd geen hoeveelheid sterke dranken voor handen hebben in de lokalen waarin de verbruikers toegelaten worden, en mogen daarvan niet meer dan vier liter voor handen hebben in de andere gedeelten der inrichting, noch in de belendende woning.

ART. 3.

§ 1. — Door sterke dranken worden verstaan, alle dranken samengesteld uit gedistilleerden alcohol, of bevattende eenigerlei hoeveelheid soortgelijke alcohol, zooals brandewijn, elixirs, likeuren, bitters, aperitifs en andere soortgelijke voortbrengselen.

§ 2. — De opbrengst der alcoholgisting van natuurlijke vruchtensappen : wijn, cider en perendrank, evenals mede, worden niet beschouwd als sterke dranken voor zooveel zij niet met gedistilleerden alcohol werden vermengd, of dat het alcoholgehalte niet hooger is dan 18 graden van den alcoholmeter van Gay-Lussac bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeeligen thermometer.

ART. 4.

§ 1. — Het is verboden een nieuwe slijterij van ter plaatse te verbruiken

tées à consommer sur place. Cette interdiction prend cours à partir du 21 mars 1919.

§ 2. — N'est pas considéré comme nouveau débit celui qui est tenu dans la même commune ou agglomération :

1^o Par un débitant patenté de ce chef à la date du 20 mars 1919, sauf s'il a commencé à débiter, pour le compte d'un commettant, postérieurement au 10 décembre 1912 ;

2^o Pour le compte d'un commettant dont la qualité a été reconnue à la date du 20 mars 1919 ;

3^o Par quiconque continue, pour son compte personnel, le débit précédemment exploité par son conjoint, par ses ascendants ou descendants ou par l'association ou communauté de fait dont il faisait partie ;

4^o Par un ancien débitant qui remet en exploitation son débit fermé depuis moins d'un an.

Le délai de réouverture est prolongé jusqu'au 20 mars 1921 pour les débiteurs ayant interrompu leur débit par suite des circonstances de la guerre et jusqu'au 20 mars 1924 pour ceux dont les débits étaient installés dans des immeubles détruits pendant la guerre.

§ 3. — Dans des cas exceptionnels, l'ouverture d'un nouveau débit de boissons à consommer sur place peut être autorisée par le Ministre des Finances sur la proposition de l'administration communale, la Députation permanente entendue.

Les autorisations sont publiées au *Moniteur belge*.

gegiste dranken te openen. Dit verbod geldt van 21 Maart 1919 af.

§ 2. — Wordt niet beschouwd als nieuwe slijterij, degene die in dezelfde gemeente of agglomeratie wordt gehouden :

1^o Door een slijter uit dien hoofde op den datum van 20 Maart 1919 in 't patentrecht aangeslagen, behoudens wanneer hij na 10 December 1912, voor rekening van eenen aansteller, het slijten is begonnen.

2^o Voor rekening van een aansteller wiens hoedanigheid op 20 Maart 1919 werd erkend ;

3^o Door alwie, voor eigen rekening, de slijterij voortzet welke voorheen door zijnen echtgenoot, door zijne verwanten in de op- of neergaande linie, of door de feitelijke vereeniging of gemeenschap waarvan hij deel uitmaakte, werd gehouden ;

4^o Door een oud slijter die zijne sedert minder dan één jaar gesloten slijterij terug in exploitatie stelt.

Het tijdsbestek tot heropening wordt verlengd tot 20 Maart 1921 voor de slijters die hunne slijterij ten gevolge der oorlogsomstandigheden hebben onderbroken, en tot 20 Maart 1924 voor degenen wier slijterijen gevestigd waren in tijdens den oorlog vernielde onroerende goederen.

§ 3. — In uitzonderlijke gevallen mag het openen eener nieuwe slijterij van ter plaatse te verbruiken dranken door den Minister van Financiën worden toegelaten, op voorstel van het gemeentebestuur, de Bestendige Afvaardiging gehoord zijnde.

De toelatingen worden in den *Moniteur belge* bekend gemaakt.

ART. 5.

Sontrendues applicables aux infractions prévues par la présente loi, les dispositions des lois et réglemens sur les contributions directes, douanes et accises concernant la rédaction et le visa des procès-verbaux, la remise de la copie de ceux-ci, la foi due à ces actes, le mode de poursuites et la responsabilité.

ART. 6.

Tous les fonctionnaires et employés de l'administration des contributions directes, douanes et accises, les fonctionnaires et agents communaux assermentés, les gendarmes, les porteurs de contraintes, ainsi que les délégués du Gouvernement ou des administrations communales pour la surveillance de la fabrication et du commerce des denrées alimentaires, sont qualifiés à l'effet de rechercher et de constater seuls toutes les infractions à la présente loi.

ART. 7.

Pendant tout le temps que le débit est accessible aux clients ou consommateurs, le débitant doit laisser pénétrer, sans assistance, les agents désignés à l'article 6 dans toutes les parties de son établissement, y compris les dépendances où les clients et les consommateurs ont accès. La visite des autres parties de l'établissement ainsi que de l'habitation y attenante est subordonnée à l'autorisation du juge de paix; elle doit être effectuée par deux employés au moins et ne peut avoir lieu qu'entre 8 et 18 heures.

ART. 5.

Op de overtredingen voorzien bij deze wet worden van toepassing gemaakt de bepalingen der wetten en verordeningen op de rechtstreeksche belastingen, douanen en accijzen, betreffende het opstellen en het visa der processen-verbaal, het afgeven van het afschrift daarvan, de bewijskracht dier akten, de wijze van vervolging en de verantwoordelijkheid.

ART. 6.

Al de ambtenaars en beambten van het Beheer der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijzen, de beëdigde gemeenteambtenaars en agenten, de gendarmen, de dwangbevel dragers, alsmede de afgevaardigden der Regeering of der gemeentebesturen voor het toezicht op het bereiden van en den handel in eetwaren, zijn bevoegd om al de overtredingen dezer wet alleen op te sporen en vast te stellen.

ART. 7.

Gedurende gansch den tijd dat de slijterij aan de klanten of verbruikers toegankelijk is, moet de slijter de onder artikel 6 vermelde agenten zonder bijstand laten binnentreden in al de gedeelten van zijne inrichting, met inbegrip van de aanhoorigheden waartoe de klanten en de verbruikers toegang hebben. Het betreden der andere gedeelten van de inrichting, alsmede van de belendende woning is afhankelijk van de toelating des vrederechters; het moet door ten minste twee beambten geschieden en mag slechts tusschen 8 en 18 uur plaats grijpen.

Le débitant est tenu, en outre, le cas échéant, de laisser prélever des échantillons sur les boissons qu'il détient.

ART. 8.

§ 1^{er}. — Sont punis d'une amende de 500 à 5,000 francs :

a) Chaque infraction aux articles 1, 2 ou 4; les boissons spiritueuses détenuës en contravention à l'article 2, sont saisies et confisquées, même si elles ne sont pas la propriété des contrevenants.

b) tout refus de visite ou autre fait tendant à empêcher ou entraver les visites prévues par l'article 7 et généralement tout acte du débitant, de son gérant ou de son préposé, tendant à empêcher ou entraver la recherche ou la constatation des contraventions; le même fait relevé à charge d'un tiers est punissable d'une amende de 50 à 500 francs.

Dans les cas prévus au présent paragraphe, la fermeture du débit ou l'interdiction de vendre des boissons spiritueuses à consommer en dehors de l'établissement, peut en outre être prononcée.

§ 2. — A défaut de paiement de l'amende encourue, celle-ci est remplacée par un emprisonnement d'un à six mois.

§ 3. — En cas de récidive, les amendes et l'emprisonnement sont doublés. Celui-ci est réduit de trois jours à un mois pour les tiers visés au littéra b, *in fine*, du § 1^{er}.

§ 4. — Les articles 66 et 67 du Code pénal sont applicables aux infrac-

Bovendien is de slijter gehouden desgevallende monsters te laten nemen van de dranken die hij in voorraad heeft.

ART. 8.

§ 1. — Worden gestraft met eene boete van 500 tot 5000 frank :

a) elke overtreding van artikelen 1, 2 of 4; de sterke dranken voorhanden in overtreding van artikel 2 worden in beslag genomen en verbeurd verklaard, zelfs dan wanneer zij geen eigendom der overtreders zijn.

b) alle weigering van vrijen toegang of ander feit strekkende tot het beletten of belemmeren der bezoeken voorzien bij artikel 7, en over 't algemeen elke daad van den slijter, van zijnen zaakvoerder of van zijnen aangestelde, strekkende het opsporen of het vaststellen der overtredingen te beletten of te belemmeren; hetzelfde feit vastgesteld ten laste van eenen derde is strafbaar met eene boete van 50 tot 500 frank.

Bovendien kan worden uitgesproken, in de bij deze paragraaf voorziene gevallen, de sluiting der slijterij of het verbod van sterke dranken te verkoopen tot verbruik buiten de inrichting.

§ 2. — Bij niet betaling van de verbeurde boete wordt deze door eene gevangenisstraf van een tot zes maanden vervangen.

§ 3. — In geval van herhaling worden de boeten en de gevangenisstraf verdubbeld. Deze wordt verminderd van drie dagen tot een maand voor de in littera b, *in fine* van § 1 bedoelde derden.

§ 4. — Artikelen 66 en 67 van het Strafwetboek zijn van toepassing op

tions prévues par le présent article.

ART. 9.

Le Ministre ne peut, en cas de récidive, transiger sur les peines encourues pour contravention à la présente loi.

ART. 10.

Les dispositions de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 concernant la condamnation conditionnelle ne sont pas applicables aux peines prévues par la présente loi.

ART. 11.

L'arrêté-loi du 15 novembre 1918 est abrogé.

ART. 12.

La présente loi entrera en vigueur le lendemain de sa publication.

Donné à Bruxelles, le 18 mars 1919.

de bij het tegenwoordig artikel voorziene overtredingen.

ART. 9.

Ingeval van herhaald vergrijp mag de Minister van Financiën geene daeding treffen omtrent de straffen belopen wegens overtreding dezer wet.

ART. 10.

De bepalingen van artikel 9 der wet van 31 Mei 1888 aangaande de voorwaardelijke veroordeeling, zijn op de bij deze wet voorziene straffen niet van toepassing.

ART. 11.

Het besluit-wet van 15 November 1918 wordt afgeschaft.

ART. 12.

Deze wet treedt in werking daags na hare bekendmaking.

Gegeven te Brussel, den 18 Maart 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 MAART 1919.

Ontwerp van wet ter bestrijding van de geneverplaag.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

In gevolge 's Konings bevelen heeft de Regeering de eer bij de Wetgeving twee reeksen van maatregelen in te dienen, met het doel de geneverplaag te bestrijden.

De eene gaat uit van fiscaal standpunt. Zij stemt overeen met eene lange overlevering en ook met hetgeen in tal van andere landen wordt gedaan. Het is de verhooging der accijns- en tolrechten op den alcohol en de sterke dranken.

De andere waarbij iets nieuws wordt ingevoerd, is een eerste schrede op den weg van het verbod van alcoholverbruik. Zij bedoelt inderdaad onmiddellijk in hooge mate het verbod te bestendigen, dat bij het besluit-wet van 15 November laatstleden in beginsel werd uitgevaardigd. Te dien einde verbiedt het aan uwe beraadslaging onderworpen ontwerp van wet verkoop van alcohol in al de dranksluiterijen. Bovendien verbiedt dit ontwerp opening van nieuwe sluiterijen van gegiste dranken. De herberg is de groote bakermat der geneverplaag en geen maatregel, indien zijn toepassing stiptelijk geschiedt, zal onmiddellijkere en doelmatigere uitslagen opleveren.

Er dient meer gedaan te worden. Het verbruik der gegiste dranken had vóór den oorlog in België gansch overdreven afmetingen aangenomen. De oorlog verminderde dit verbruik. Het gewonnen terrein mag niet worden prijsgegeven. Men berekende dat terwijl het nagegaan verbruik van alcohol in België, juist vóór den oorlog, 5 liter en half per hoofd bedroeg, dat van bier 225 liter bereikte!

Het verbruik der gegiste dranken veroorzaakte een jaarlijksche uitgaaf van meer dan 580 millioen frank, veel hooger dan die van eenig ander land. Zij overtrof met 50 t. h. die van het land waar, na België, het verbruik aanzienlijkst was. Men kan zeggen dat, feitelijk, de Belgische arbeider meer dan twee maanden op twaalf werkte om zijnen drank te betalen.

Uit het maatschappelijk oogpunt was deze stand van zaken onduelbaar. Daartoe moet men niet meer kunnen wederkeeren.

Maar wij willen voorzichtig en gematigd handelen.

Nochtans behoort het dat sommige belangen niet te zeer worden geschaad en dat niet oude gewoonten niet te plotseling worde gebroken. Het ontwerp treedt slechts voor de toekomst met gestrengheid op. Ook hopen wij dat het in het Parlement geen tegenkanting zal ondervinden.

Het meerendeel der bepalingen van het ontwerp vorderen geen voorlichting ; eenige slechts vragen uitleggingen.

Het verbod voor de slijters van sterke dranken voorhanden te hebben (art. 2) is geen nieuw denkbeeld; door een mijner geachte voorgangers, den heer Liebaert, werd deze maatregel, ten aanzien der slijters vrijgesteld van 't vergunningsrecht, reeds voorgestaan in artikel 9 van het ontwerp van wet ingediend den 14 Januari 1908 (n° 92. zittijd 1907-1908).

Artikel 5 van het huidig ontwerp, dat omschrijft wat sterke dranken zijn, werd insgelijks ingegeven door eene schikking van het ontwerp van den heer Liebaert.

Artikel 4, § 1, verbiedt het openen van nieuwe slijterijen van 21 Maart 1919 af, dag volgende op den datum van de nederlegging van het ontwerp. Moest het verbod slechts ingaan na bekendmaking der wet, dan zou men gevaar loopen tijdens het verwijl de opening van nieuwe slijterijen te veroorzaken, hetgeen rechtstreeks het betrachte doel zou tegengaan. Echter, om de al te strenge gevolgen dezer bepalingte vermijden, zal het Beheer niet als nieuwe slijterijen beschouwen diegene ten aanzien waarvan behoorlijk zal blijken dat zij, vóór 21 Maart 1919, het voorwerp hebben uitgemaakt van eene overeenkomst houdende zeer nakende overname, ofwel van een verzoek tot opening bij de bevoegde overheid.

Bij § 2 van artikel 4 worden de verworven toestanden bestendigd en wordt, ter bevrediging der beide betrokken partijen, het vraagstuk geregeld der onderscheiden rechten van aanstellers en aangestelden, dat ontstond uit artikel 21 der wet van 12 December 1912. De voorgestelde tekst beschouwt als slijters de aanstellers (brouwers, kringen, enz.) die zich vóór 21 Maart 1919 in die hoedanigheid deden erkennen; zij beschouwt insgelijks als slijters de aangestelden dezer aanstellers, maar slechts voor zooveel dat zij met de uitoefening van het bedrijf niet na 10 December 1912 hebben aangevangen.

Luidens § 5 van gemeld artikel 4 mag de Regeering het openen van nieuwe slijterijen toelaten in buitengewone gevallen, zooals het ontstaan van nieuwe agglomeraties wanneer, bij voorbeeld, de exploitatie der kolenmijnen in Limburg zal aangevangen zijn.

Artikel 7 bevestigt het recht van bezoek, door een enkelen agent en gedurende gansch den openingstijd der slijterij, der lokalen waartoe de klanten en verbruikers toegang hebben; daarentegen wordt het betreden van de andere gedeelten der inrichting en van de belendende woning afhankelijk gesteld van bijzondere waarborgen : voorafgaande toelating des vrederechters, tegenwoordigheid van twee agenten en bezoek over dag.

De andere bepalingen van het ontwerp betreffen de straffen en strekken er toe het doeltreffende der voorgestelde maatregelen te verzekeren.

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

PROJET DE LOI

tendant à combattre l'alcoolisme.

Albert,**ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre Premier
Ministre, Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre
des Finances présentera, en Notre
nom, aux Chambres législatives, le
projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

§ 1. — La consommation, la vente
et l'offre, même à titre gratuit, par
quelque quantité que ce soit, de bois-
sons spiritueuses à consommer sur
place, sont interdites dans tous les
endroits accessibles au public, notam-
ment dans les débits de boissons, hô-
tels, restaurants, lieux de divertisse-
ments, magasins, échoppes, bateaux,
trains, trams, gares, ateliers ou chan-
tiers, ainsi que sur la voie publique.

§ 2. — Les commercants, autres
que les débitants de boissons à con-
sommer sur place, sont seuls autorisés
à vendre ou à offrir des boissons spi-
ritueuses à consommer en dehors de

ONTWERP VAN WET

ter bestrijding van de geneverplaag.

Albert,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil!*

Op de voordracht van Onzen Eersten
Minister, Minister van Financiën,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :**

Onze Eerste Minister, Minister van
Financiën zal, in Onzen Naam, bij
de Wetgevende Kamers, het ontwerp
van wet indienen, waarvan de in-
houd volgt :

ARTIKEL EÉN.

§ 1. — Verbruik, verkoop en aan-
bieding, zelfs te kosteloozen titel, bij
eenigerlei hoeveelheid, van sterke
dranken ter plaatse te verbruiken,
worden verboden in alle voor het
publiek toegankelijke plaatsen, name-
lijk in de drankslijterijen, hotels, spijs-
huizen, plaatsen voor vermaak, maga-
zijnen, kramen, schepen, treinen,
trams, stations, werkhuizen of -plaat-
sen, alsmede op den openbaren weg.

§ 2. — De handelaars, andere dan
de slijters van ter plaatse te verbruiken
dranken, zijn alleen gemachtigd om
buiten hunne inrichting te verbruiken
sterke dranken te verkoopen of aan

leur établissement, pour autant que chaque vente ou livraison comporte au moins deux litres.

§ 5. — L'interdiction établie par le § 2 du présent article n'est pas applicable au pharmacien qui délivre des boissons spiritueuses sur la prescription d'un docteur en médecine.

ART. 2.

Les débitants de boissons à consommer sur place ne peuvent détenir aucune quantité de boissons spiritueuses dans les locaux où sont admis les consommateurs et n'en peuvent détenir plus de quatre litres dans les autres parties de l'établissement, ni dans l'habitation y attenante.

ART. 3.

§ 1^{er}. — On entend par boissons spiritueuses toutes les boissons formées d'alcool de distillation ou contenant de l'alcool de l'espèce, en quelque quantité que ce soit, telles que eaux-de-vie, élixirs, liqueurs, amers, apéritifs et autres produits analogues.

§ 2. — Les produits de la fermentation alcoolique de jus naturels de fruits : vins, cidres et poirés, ainsi que l'hydromel, ne sont pas considérés comme boissons spiritueuses, pour autant qu'ils n'aient pas été additionnés d'alcool de distillation ou que la richesse alcoolique ne dépasse pas 18 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac à la température de quinze degrés centigrades.

ART. 4.

§ 1^{er}. — Il est interdit d'ouvrir un nouveau débit de boissons ferment-

te bieren, voor zooveel elke verkoop of levering ten minste twee liter bedraagt.

§ 3. — Het verbod gevestigd bij § 2 van dit artikel is niet van toepassing op den apotheker die, op voorschrift van een docteur in de geneeskunde, sterke dranken levert.

ART. 2.

De slijters van ter plaatse te verbruiken dranken, mogen hoegenaamd geen hoeveelheid sterke dranken voor handen hebben in de lokalen waarin de verbruikers toegelaten worden, en mogen daarvan niet meer dan vier liter voor handen hebben in de andere gedeelten der inrichting, noch in de belendende woning.

ART. 3.

§ 1. — Door sterke dranken worden verstaan, alle dranken samengesteld uit gedistilleerden alcohol, of bevattende eenigerlei hoeveelheid soortgelijke alcohol, zooals brandewijn, élixirs, likeuren, bitters, aperitifs en andere soortgelijke voortbrengselen.

§ 2. — De opbrengst der alcoholgisting van natuurlijke vruchtensappen : wijn, cider en perendrank, evenals mede, worden niet beschouwd als sterke dranken voor zooveel zij niet met gedistilleerden alcohol werden vermengd, of dat het alcoholgehalte niet hooger is dan 18 graden van den alcoholmeter van Gay-Lussac bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeeligen thermometer.

ART. 4.

§ 1. — Het is verboden een nieuwe slijterij van ter plaatse te verbruiken

tées à consommer sur place. Cette interdiction prend cours à partir du 21 mars 1919.

§ 2. — N'est pas considéré comme nouveau débit celui qui est tenu dans la même commune ou agglomération :

1^o Par un débitant patenté de ce chef à la date du 20 mars 1919, sauf s'il a commencé à débiter, pour le compte d'un commettant, postérieurement au 10 décembre 1912 ;

2^o Pour le compte d'un commettant dont la qualité a été reconnue à la date du 20 mars 1919 ;

3^o Par quiconque continue, pour son compte personnel, le débit précédemment exploité par son conjoint, par ses ascendants ou descendants ou par l'association ou communauté de fait dont il faisait partie ;

4^o Par un ancien débitant qui remet en exploitation son débit fermé depuis moins d'un an.

Le délai de réouverture est prolongé jusqu'au 20 mars 1921 pour les débiteurs ayant interrompu leur débit par suite des circonstances de la guerre et jusqu'au 20 mars 1924 pour ceux dont les débits étaient installés dans des immeubles détruits pendant la guerre.

§ 5. — Dans des cas exceptionnels, l'ouverture d'un nouveau débit de boissons à consommer sur place peut être autorisée par le Ministre des Finances sur la proposition de l'administration communale, la Députation permanente entendue.

Les autorisations sont publiées au *Moniteur belge*.

gegiste dranken te openen. Dit verbod geldt van 21 Maart 1919 af.

§ 2. — Wordt niet beschouwd als nieuwe slijterij, degene die in dezelfde gemeente of agglomeratie wordt gehouden :

1^o Door een slijter uit dien hoofde op den datum van 20 Maart 1919 in 't patentrecht aangeslagen, behoudens wanneer hij na 10 December 1912, voor rekening van eenen aansteller, het slijten is begonnen.

2^o Voor rekening van een aansteller wiens hoedanigheid op 20 Maart 1919 werd erkend ;

3^o Door alwie, voor eigen rekening, de slijterij voortzet welke voorheen door zijnen echtgenoot, door zijne verwanten in de op- of neergaande linie, of door de feitelijke vereeniging of gemeenschap waarvan hij deel uitmaakte, werd gehouden ;

4^o Door een oud slijter die zijne sedert minder dan één jaar gesloten slijterij terug in exploitatie stelt.

Het tijdsbestek tot heropening wordt verlengd tot 20 Maart 1921 voor de slijters die hunne slijterij ten gevolge der oorlogsomstandigheden hebben onderbroken, en tot 20 Maart 1924 voor degenen wier slijterijen gevestigd waren in tijdens den oorlog vernielde onroerende goederen.

§ 5. — In uitzonderlijke gevallen mag het openen eener nieuwe slijterij van ter plaatse te verbruiken dranken door den Minister van Financiën worden toegelaten, op voorstel van het gemeentebestuur, de Bestendige Afvaardiging gehoord zijnde.

De toelatingen worden in den *Moniteur belge* bekend gemaakt.

ART. 5.

Sont rendues applicables aux infractions prévues par la présente loi, les dispositions des lois et règlements sur les contributions directes, douanes et accises concernant la rédaction et le visa des procès-verbaux, la remise de la copie de ceux-ci, la foi due à ces actes, le mode de poursuites et la responsabilité.

ART. 6.

Tous les fonctionnaires et employés de l'administration des contributions directes, douanes et accises, les fonctionnaires et agents communaux assermentés, les gendarmes, les porteurs de contraintes, ainsi que les délégués du Gouvernement ou des administrations communales pour la surveillance de la fabrication et du commerce des denrées alimentaires, sont qualifiés à l'effet de rechercher et de constater seuls toutes les infractions à la présente loi.

ART. 7.

Pendant tout le temps que le débit est accessible aux clients ou consommateurs, le débitant doit laisser pénétrer, sans assistance, les agents désignés à l'article 6 dans toutes les parties de son établissement, y compris les dépendances où les clients et les consommateurs ont accès. La visite des autres parties de l'établissement ainsi que de l'habitation y attenante est subordonnée à l'autorisation du juge de paix; elle doit être effectuée par deux employés au moins et ne peut avoir lieu qu'entre 8 et 18 heures.

ART. 5.

Op de overtredingen voorzien bij deze wet worden van toepassing gemaakt de bepalingen der wetten en verordeningen op de rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, betreffende het opstellen en het visa der processen-verbaal, het afgeven van het afschrift daarvan, de bewijskracht dier akten, de wijze van vervolging en de verantwoordelijkheid.

ART. 6.

Al de ambtenaars en beambten van het Beheer der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, de beëdigde gemeenteambtenaars en agenten, de gendarmen, de dwangbeveldragers, alsmede de afgevaardigden der Regeering of der gemeentebesturen voor het toezicht op het bereiden van en den handel in eetwaren, zijn bevoegd om al de overtredingen dezer wet alleen op te sporen en vast te stellen.

ART. 7.

Gedurende gansch den tijd dat de slijterij aan de klanten of verbruikers toegankelijk is, moet de slijter de onder artikel 6 vermelde agenten zonder bijstand laten binnentreden in al de gedeelten van zijne inrichting, met inbegrip van de aanhoorigheden waartoe de klanten en de verbruikers toegang hebben. Het betreden der andere gedeelten van de inrichting, alsmede van de belendende woning is afhankelijk van de toelating des vrederechters; het moet door ten minste twee beambten geschieden en mag slechts tusschen 8 en 18 uur plaats grijpen.

Le débitant est tenu, en outre, le cas échéant, de laisser prélever des échantillons sur les boissons qu'il détient.

ART. 8.

§ 1^{er}. — Sont punis d'une amende de 500 à 5,000 francs :

a) Chaque infraction aux articles 1, 2 ou 4; les boissons spiritueuses détenues en contravention à l'article 2, sont saisies et confisquées, même si elles ne sont pas la propriété des contrevenants.

b) tout refus de visite ou autre fait tendant à empêcher ou entraver les visites prévues par l'article 7 et généralement tout acte du débitant, de son gérant ou de son préposé, tendant à empêcher ou entraver la recherche ou la constatation des contraventions; le même fait relevé à charge d'un tiers est punissable d'une amende de 50 à 500 francs.

Dans les cas prévus au présent paragraphe, la fermeture du débit ou l'interdiction de vendre des boissons spiritueuses à consommer en dehors de l'établissement, peut en outre être prononcée.

§ 2. — A défaut de paiement de l'amende encourue, celle-ci est remplacée par un emprisonnement d'un à six mois.

§ 3. — En cas de récidive, les amendes et l'emprisonnement sont doublés. Celui-ci est réduit de trois jours à un mois pour les tiers visés au littéra b, *in fine*, du § 1^{er}.

§ 4. — Les articles 66 et 67 du Code pénal sont applicables aux infrac-

Bovendien is de slijter gehouden desgevallende monsters te laten nemen van de dranken die hij in voorraad heeft.

ART. 8.

§ 1. — Worden gestraft met eene boete van 500 tot 5000 frank :

a) elke overtreding van artikelen 1, 2 of 4; de sterke dranken voorhanden in overtreding van artikel 2 worden in beslag genomen en verbeurd verklaard, zelfs dan wanneer zij geen eigendom der overtreders zijn.

b) alle weigering van vrijen toegang of ander feit strekkende tot het beletten of belemmeren der bezoeken voorzien bij artikel 7, en over 't algemeen elke daad van den slijter, van zijnen zaakvoerder of van zijnen aangestelde, strekkende het opsporen of het vaststellen der overtredingen te beletten of te belemmeren; hetzelfde feit vastgesteld ten laste van eenen derde is strafbaar met eene boete van 50 tot 500 frank.

Bovendien kan worden uitgesproken, in de bij deze paragraaf voorziene gevallen, de sluiting der slijterij of het verbod van sterke dranken te verkoopen tot verbruik buiten de inrichting.

§ 2. — Bij niet betaling van de verbeurde boete wordt deze door eene gevangenisstraf van een tot zes maanden vervangen.

§ 3. — In geval van herhaling worden de boeten en de gevangenisstraf verdubbeld. Deze wordt verminderd van drie dagen tot een maand voor de in littera b, *in fine* van § 1 bedoelde derden.

§ 4. — Artikelen 66 en 67 van het Strafwetboek zijn van toepassing op

tions prévues par le présent article.

ART. 9.

Le Ministre ne peut, en cas de récidive, transiger sur les peines encourues pour contravention à la présente loi.

ART. 10.

Les dispositions de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 concernant la condamnation conditionnelle ne sont pas applicables aux peines prévues par la présente loi.

ART. 11.

L'arrêté-loi du 15 novembre 1918 est abrogé.

ART. 12.

La présente loi entrera en vigueur le lendemain de sa publication.

Donné à Bruxelles, le 18 mars 1919.

de bij het tegenwoordig artikel voorziene overtredingen.

ART. 9.

Ingeval van herhaald vergrijp mag de Minister van Financiën geene daeding treffen omtrent de straffen belopen wegens overtreding dezer wet.

ART. 10.

De bepalingen van artikel 9 der wet van 31 Mei 1888 aangaande de voorwaardelijke veroordeeling, zijn op de bij deze wet voorziene straffen niet van toepassing.

ART. 11.

Het besluit-wet van 15 November 1918 wordt afgeschaft.

ART. 12.

Deze wet treedt in werking daags na hare bekendmaking.

Gegeven te Brussel, den 18 Maart 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

